

Mulroney exclut l'Ontario du Sommet francophone ²³₃₆ C

■ OTTAWA (PC) — À moins que l'Ontario ne devienne officiellement une province bilingue comme le Nouveau-Brunswick, le premier ministre Brian Mulroney ne voit pas comment elle pourrait être appelée à représenter ses 500 000 citoyens francophones lors du prochain Sommet de la francophonie.

À une question du député libéral d'Ottawa-Vanier, M. Jean-Robert Gauthier, qui lui a demandé, hier aux Communes, comment il envisageait donner un droit de parole aux Franco-Ontariens, M. Mulroney a laissé entendre qu'il aimerait bien que cela se réalise mais qu'il fallait que le gouvernement de l'Ontario prenne d'abord une décision politique importante.

Se référant à l'entente fédérale-provinciale qui permettra au

Québec de participer avec un certain degré d'autonomie au prochain Sommet de la francophonie à Versailles en février, de même qu'à l'invitation envoyée au Nouveau-Brunswick, M. Mulroney a précisé que l'Ontario devrait faire en sorte d'être officiellement bilingue pour aspirer au même privilège.

Quant à savoir si les 500,000 Franco-Ontariens ne devraient pas jouir « d'un plein statut de citoyens à part entière dans cette province et dans ce pays », comme l'a souligné le libéral Gauthier, le premier ministre a été catégorique.

« Je trouve complètement anormal, a laissé tomber M. Mulroney, que 500,000 Franco-Ontariens ne jouissent pas des mêmes droits et privilèges que d'autres citoyens de la province. »